

Renault remanie son
Comité Exécutif :
Nouveau gouverne-
ment, même politique

l'étincelle

Que des bonnes notes
à l'Enquête salariés :
C'est l'école des
fans

Technocentre Renault Guyancourt pour la construction d'un parti  des travailleurs communiste révolutionnaire mardi 26 mars 2019

La guerre sociale est déclarée

Des milliers de manifestants ont à nouveau battu le pavé samedi dernier, sous haute surveillance policière... et militaire. Après l'incendie du Fouquet's la semaine précédente, on avait l'impression, à entendre Macron et son gouvernement, que le pire était arrivé. Que des maternités ferment, mettant en danger la vie des femmes et de leurs enfants à naître, que trois millions de personnes se privent de tout, même de produits d'hygiène de base, selon un sondage de l'Ifop pour l'association Dons Solidaires, que des millions de familles voient leur compte en banque vide le 10 du mois, ce sont les « dommages collatéraux » du capitalisme. Mais brûler le Fouquet's, quand même ! Avec un brunch à 95 euros, où aller déjeuner désormais ?

Comme le disait une manifestante Gilet jaune sur LCI : « Arrêtez d'inverser systématiquement la situation. C'est révoltant, ce pays ! Vous êtes en train de passer en boucle des vitrines cassées. Qu'est-ce qu'on en a à faire que le Fouquet's ait cramé ! » En haut, les gouvernements et le patronat font cramer l'hôpital, l'enseignement public, les transports, les retraites et les emplois.

Au secours, Clémenceau !

Paris dans les flammes ? Du point de vue du gouvernement, il ne fallait pas en rester là. Il fallait réagir, revenir du ski dare-dare, et menacer, comme toujours, les manifestants... et l'ensemble de la population. En passant à la vitesse supérieure. Pour les Gilets jaunes, recours aux militaires et à l'opération Sentinelle.

Les commentaires n'ont pas manqué sur ce que cette annonce révèle de l'état d'esprit de ce gouvernement : les manifestants considérés comme des ennemis intérieurs, voire comme des terroristes.

À Paris, le préfet de Police a sauté, remplacé par le préfet de Bordeaux, qui s'est illustré par la violence avec laquelle les manifestations ont été réprimées dans sa ville, et que certains de ses collègues qualifient de « fou furieux ». Et c'est à lui que Castaner conseille de prendre modèle sur Clemenceau, « dont la main n'a jamais tremblé ». Une référence qui prend tout son sens, quand on sait que Clemenceau, en tant que ministre de l'Intérieur, puis Premier ministre, a fait tirer sur des grévistes à plusieurs reprises dans les années 1906-1908.

Quant à Macron, suite aux graves blessures d'une septuagénaire lors d'une charge policière à Nice

contre un rassemblement de Gilets jaunes, il a l'indécence de l'appeler à « une forme de sagesse ».

D'où vient la violence ?

Ce sont en fait l'ensemble des travailleurs et des classes populaires qui sont la cible de ces menaces, et pas seulement les Gilets jaunes révoltés par le mépris du gouvernement et son refus de répondre à leurs revendications.

Les récentes déclarations d'Agnès Buzyn, ministre de la Santé, illustrent ce climat d'insécurité... sociale. Elle évoque la possibilité d'allonger encore la durée du travail pour avoir droit à une retraite. Alors que l'espérance de vie en bonne santé est inférieure à 65 ans, tout particulièrement pour les ouvriers. Et que de nombreux salariés sont privés d'emploi.

Les annonces de suppressions d'emplois ont repris de plus belle ces derniers temps. Plus de 20 000 suppressions de postes sont annoncées dans l'automobile en Europe, et de nombreux sous-traitants sont menacés. Après Conforama, c'est Castorama qui annonce des fermetures de magasins. General Electric supprime 800 emplois à Belfort... la liste des entreprises concernées est longue.

Notre force, c'est le nombre

Alors, face à cette guerre sociale que patronat et gouvernement nous déclarent, soyons unis nous aussi. Salariés du public et du privé, embauchés ou précaires, Gilets jaunes et sympathisants, il faut continuer à occuper la rue et donner une nouvelle ampleur au mouvement. La bourgeoisie et ses serviteurs nous craignent, car tous ensemble, nous pouvons bloquer le pays.

Enquête bisounours

La direction se félicite des résultats de l'enquête Salariés 2019 menée au sein du Groupe Renault Monde (ex enquête Hay). Elle y voit même partout des résultats en progression. Des salariés heureux et satisfaits de la politique de l'entreprise sur les salaires, l'emploi et les conditions de travail... Un vrai spot publicitaire. On attend toujours le détail des résultats par pays, par site et par direction.

Macho man

« Chez Sephora c'est la journée de la femme 365 jours par an ». C'est ce magnifique détournement publicitaire de la journée de mobilisation pour les Droits des femmes qui a sans doute inspiré le directeur de la DQSC-F cette année. Après s'être déjà illustré l'an dernier en faisant organiser un concours de gâteau par les femmes de sa direction, il les a cette fois convié à un « petit-déjeuner convivial » avec remise de coffrets Sephora pour chacune d'entre elle. Une délicate attention visant à rappeler qu'à la DQSC-F les Droits des femmes, c'est « sois belle et tais-toi » 365 jours par an.

Le dictateur a été sonné

C'est décidément la période des remaniements. Un des directeurs Design, plus connu sous le surnom du « dictateur » par ceux qui ont eu à subir ses méthodes de management, a dû faire ses bagages vers la DEA-V. Un placard où il n'a plus de fonction d'encadrement. Il va s'ennuyer.

La (dé)prime Gilets jaunes

C'était une promesse présidentielle : la Prime exceptionnelle de pouvoir d'achat annoncée le 10 décembre dernier devait soutenir le pouvoir d'achat des salariés les plus modestes... ce qui concerne la plupart des intérimaires. Sauf qu'une grande majorité d'entre eux n'ont rien reçus du tout. A PSA, l'écrasante majorité d'entre eux ne toucheront rien en raison de l'obligation de présence au 31 décembre... au moment où l'usine est fermée ! Et ils sont nombreux à Renault à attendre toujours une prime censée avoir été versée fin janvier. De quoi donner envie d'enfiler un Gilet jaune.

Guerre des clans

Après la chute de Ghosn, c'est désormais à quelques grands directeurs d'en subir les conséquences. A commencer par ceux de son clan, trop impliqués dans les magouilles pour pouvoir les cacher, comme Mouna Sephiri pris la main dans le sac RNBV, ou ceux qui sont en froid avec le nouveau grand patron Bolloré, comme Brunon Ancelin envoyé à la retraite et Jean-Christophe Kugler. C'est beau de voir la solidarité et l'esprit d'équipe à l'œuvre dans la direction.

Ravalement de façade

La direction de Renault réorganise le comité exécutif du groupe. De nouvelles têtes apparaissent, mais rien ne change sur le mode de fonctionnement de l'entreprise. Des rémunérations toujours aussi mirobolantes, un mode de management tout autant pyramidal du haut vers le bas... On en prend d'autres et on recommence.

Expert en complot bidon

Patrick Pelata, ex-n°2 de Renault qui avait été viré en 2011 après le faux complot des « espions chinois » l'a déclaré tout net : « la théorie du complot » de Nissan contre Carlos Ghosn « c'est bidon ». Et de s'étonner que la direction de Renault n'ait pas viré rapidement Ghosn alors « qu'ils avaient accès au dossier ». Sans doute parce que les principaux membres du Comex de Renault avaient eux aussi leurs petits intérêts à défendre...

Le Moustaki des Achats

Depuis plusieurs semaines, les salariés des Fonderies du Poitou manifestent devant des sites de Renault pour interpeller sa direction, principal donneur d'ordres des deux usines en redressement judiciaire. Des actions qui ont fini par obliger Bruno Moustacchi, un responsable des Achats de Renault, à venir faire quelques promesses sur l'aide qui sera fournie pour « la reconversion du site ». Il est bien tard. Renault doit garantir les commandes, et la pérennité du site et des emplois !

Les nouveaux Pacsés

Senard, Bolloré, Saikawa (Nissan) et Masuko (Mitsubishi) ont annoncé leur intention de créer un nouveau conseil opérationnel de l'Alliance. Exit RNBV et NMBV, les filiales communes de Renault, Nissan et Mitsubishi basées aux Pays Bas, et qui servaient de caisse noire au grand profit du clan Ghosn. On efface tout et on recommence ! Ce conseil est censé créer un « nouveau départ » de l'Alliance. Avec la même charte éthique ?

Un petit geste pour le climat : renverser le capitalisme

Le 15 et 16 mars, des centaines de milliers de personnes ont manifesté pour dénoncer le saccage de l'environnement et l'inaction des gouvernements. En France, le gouvernement cherche à récupérer la mobilisation pour mieux l'opposer à celle des Gilets jaunes. Mais le 15 mars, la majorité macroniste a adopté un amendement permettant aux groupes de la chimie de produire des pesticides dangereux jusqu'en 2025. C'est tout ce système économique, dont Macron et son gouvernement sont les serviteurs, qui est anti-écologiste. Parce qu'on ne peut pas concilier la protection de l'environnement et la loi du profit.